

Les Papèteries de Malaucène doivent vivre !

Revue de presse du 13 juin 2009

VOTRE RÉGION

PAPETERIES DE MALAUCÈNE Après deux jours sous tension, les négociations ont repris hier et se poursuivent aujourd'hui

Les syndicats discutent point par point

Changement de décor aux Papèteries de Malaucène. Les négociations en vue du plan social pour la fermeture du site du Haut-Vaucluse ont pu reprendre hier matin à la suite. Une reprise en présence cette fois, de Michel Pérez, Pdg pour l'Europe, de Schweitzer-Maubuit et d'Yves Méthay, DRH du groupe.

Un tour de table qui s'est déroulé dans un climat plus serein que ces derniers jours. Chaque partie ayant pu avancer ses positions. La réunion doit reprendre dès ce matin pour que les six points non négociables, selon les syndicats (voir par ailleurs), soient abordés.

... Le touchant sur la formation des salariés, le reclassement et les indemnités de départ. En milieu d'après-midi, syndicats et direction se sont entendus sur le principe d'un congé de formation exceptionnel. Il reste à étudier les financements. Pour cela, les parties prenantes doivent rencontrer le direc-

tion départementale de travail, les élus de la Région pour savoir "qui fait quoi" et à quelle hauteur de financement. Reste que les membres du CE et les responsables de la société doivent encore s'accorder. D'un côté, on demande un congé de reconversion de neuf mois payés à 75 %, de l'autre, une durée modulable ou forfaitaire de 7 à 9 et seulement 60 % du salaire.

Un rétro déposé aujourd'hui devant le tribunal

Les salariés savent bien maintenant que le bras de fer est véritablement engagé et que chaque mot prononcé en séance aura son poids.

... A moins que le rétro, déposé aujourd'hui au tribunal de Carpentras aboutisse. Car les syndicats estiment que leurs arguments prouvent que la cessation de l'activité à Malaucène n'est pas économique. Ce qui sera pour conséquence pour le groupe américain, de revoir sa copie.

Bruno ALBERON



Précédents hier sur les routes du Dauphiné Libéré, les papetiers entendent poursuivre leur combat. Depuis hier, les négociations se poursuivent en arènes de Michel Pérez, Pdg pour l'Europe de Schweitzer-Maubuit et d'Yves Méthay, DRH du groupe. Le Dauphiné Libéré.

RÉPÈRES

LES SIX POINTS DE REVENDICATION

■ Les syndicats demandent dix mois de congé exceptionnel à 100 % et sept à 75 % dans le cadre du congé de reconversion. Ils demandent également la mise en place du plan "retraité croiseur" pour les salariés de plus de 55 ans et la suppression de départ qui équivaut à 35 000€ par salarié, plus 2 000€ par année de service. Les délégués du CE souhaitent aussi que la fabrication de "Luxe Ignition Paper" revienne à Malaucène.

LES DIRIGEANTS LIBRES

■ Les dirigeants qui se considéraient retenus dans l'usine ont pu quitter le site mercredi à 23 h 30. Les représentants de l'État expliquent en cours d'une conciliation à la sous-préfecture de Carpentras que la "Malaucène" permettrait une reprise du dialogue de façon plus sereine. Un discours entendu par les syndicats.

Les papetiers s'invitent au Critérium du Dauphiné Libéré

DEMANDEZ-VOUS AVIS SUR MALAUCÈNE.PAPETERIES.COM
Cette situation vous touche ? Vous comprenez la direction des Papèteries ? Vous souhaitez les salaires ? Réagissez et donnez votre avis sur notre site: www.malaucene.com.

Les syndicats ont notamment rencontré Thierry Courneuve directeur général de la course.



Hier, les salariés des Papèteries et les syndicats ont déclaré leurs intentions au pied de l'église à Malaucène. Ils ont manifesté au passage du Critérium du Dauphiné Libéré qui a traversé le village avant que les courses n'atteignent l'arène du mont Ventoux (voir en pages 2,3 et notre supplément spécial).

Les délégués du personnel ont pu rencontrer le directeur de la course, Thierry Courneuve pour lui demander

d'intervenir auprès des médias afin de leur savoir ce qui se passe à Malaucène et faire connaître la menace qui pèse sur l'usine et ses 211 salariés. Le directeur de l'épreuve et de nombreux journalistes ont alors participé à une conférence de presse avec les salariés, quelques instants avant le passage des courses.

... Rando-cyclo est d'ores et déjà donné par les syndicats, le 25 juillet pour le passage du Tour de France.

Xavier Bernard écrit de nouveau à la CoVe

C'est la semaine latine que Xavier Bernard écrit à la Commission d'Agglomération Ventoux Comtal Vauvaisien. Toujours sans réponse. Le vice-président du conseil général demande au président que tous les délégués de la CoVe se réunissent et propose que la collectivité mandate un cabinet pour aider à trouver des repreneurs aux Papèteries. Le financement d'est partagé entre la CoVe, la Région et le Département.

... J'ai lu dans vos colonnes que la commission "Economie" de la CoVe avait refusé. On demande pourtant que l'ensemble des élus se déterminent. Un nouveau cabinet permettrait de donner des directives précises. Ce que nous ne savons pas actuellement. Puisqu'à ce jour, nous ne connaissons pas le contenu de la lettre de mission d'Ahéda, choisie par Schweitzer-Maubuit, propriétaire du site.

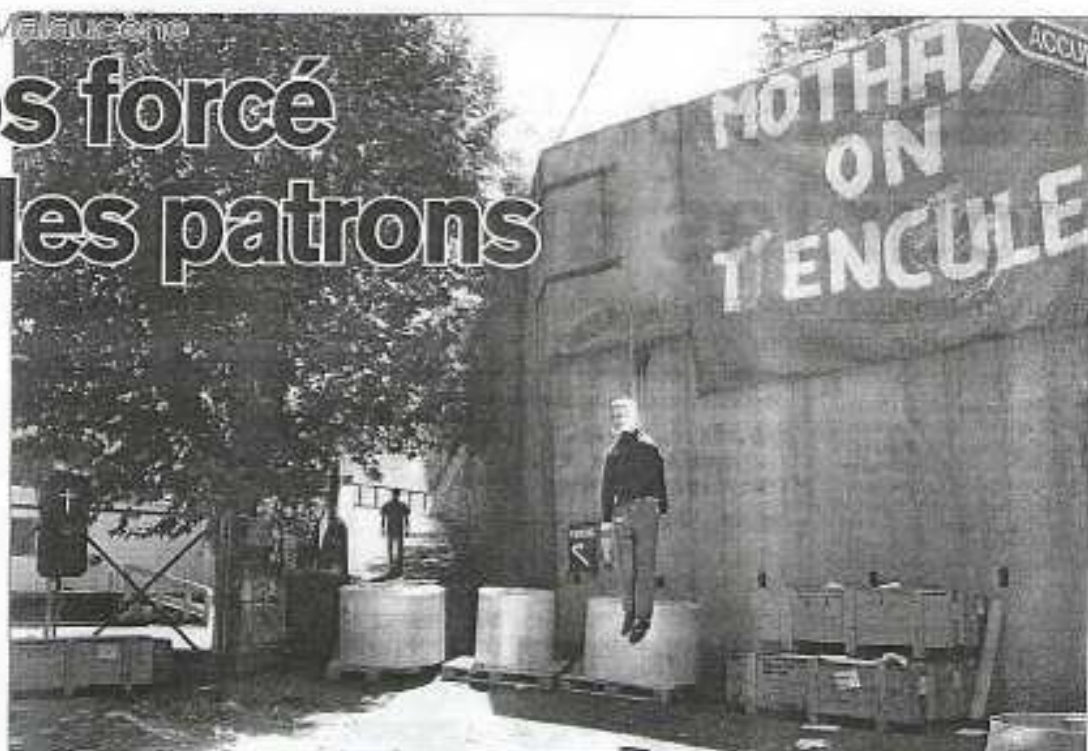


Xavier Bernard, Le D.L.

Papeterie de Malaucène

Repos forcé pour les patrons

Les dirigeants de l'usine vauchusienne se sont réveillés, hier, dans leur bureau. Interrompues la veille à 22 heures, les négociations avec les syndicats suite à l'annonce de la fermeture du site, ont dégénéré.



Ils sont quatre autour de la table. Au deuxième étage de la papeterie de Malaucène, au fond d'un couloir, Jean-Yves Klein, Yves Mothay, Jean-Marc Pavero et Rémy Baillier sont affalés sur leur chaise. Les quatre hommes ont dormi sur place, après que des négociations musclées au sein du comité d'entreprise (CE) ont été interrompues la veille, à 22 heures. Il est maintenant presque 13 heures. Un employé apporte aux dirigeants de l'aïeule de l'eau et de quoi piqueter.

Seule papeterie à produire ce type d'article

Derrière lui, des journalistes cherchent à les entouler sur la fermeture annoncée du site vauchusien. Et sur les conditions de leur nuit forcée dans leur bureau.

« Nous ne communiquons pas avec la presse », répond le directeur des ressources humaines du groupe Schweitzer-Mauduit, le propriétaire américain de la papeterie de Malaucène. Yves Mothay s'est frotté d'un bond et répète cette

phrase comme seule réponse aux questions qui lui sont posées. Ses trois collègues d'infatigable rigueur ont. Dans le regard de Rémy Baillier, le responsable des ressources humaines du site, on sent pourtant une pointe d'embarras. « Ce n'est pas une séparation, assure le secrétaire général de l'Union départementale de la CGT, Gilles Fouquet posant les patrons ont osé réfléchir toute la nuit ».

Difficile de mettre en doute les propos du syndicat puisque la direction sur place, comme la communication de Schweitzer-Mauduit France, ne souhaite s'exprimer. Thierry Georges, représentant du syndicat local, ajoute : « Les salariés sont très remontés contre la direction. Dans ce contexte, nous sommes dans l'incapacité de protéger un gars dans un bâtiment ». C'est que la situation s'est tendue sur le site de l'imprimerie du XVII^e siècle.

Le 17 avril dernier, la direction avait annoncé la fermeture de l'usine. Il s'agit de l'un des quatre pôles français du groupe Schweitzer. Ici on imprime, découpe et perforé le papier utilisé pour la fabrication des filtres à cigarettes, le papier manchette. Sur les 45 000

Malaucène, hier, Bandoles, marnequina de papier et autres projections de peinture ont transformé la paisible papeterie vauchusienne en champ de guerre.

Les salariés attendent, inquiets, des nouvelles de leur avenir

tonnes produites en Europe, 8 000 sortent de Malaucène. La papeterie est la seule en France à produire ce type d'articles. Ses concurrents sont pensés à travers l'Europe, notamment en Autriche où se trouve le principal d'entre eux. 210 salariés sont concernés par cette fermeture. Les conditions des licenciements n'ont pas été précisées. Elles constituent le point d'achoppement entre des dirigeants qualifiés de simples « financiers » par les employés du site et les membres du comité d'établissement.

Un engagement par écrit

Au pied du Mont Ventoux, la papeterie et ses quatre bâtiments n'ont pas l'effluve d'une multinationale. Au premier coup d'œil, on pourrait se croire dans une vieille école, après le carnaval. Mais le tableau est bien plus glauque : des mannequins de papier représentant la direction sont peints contre les bâtiments. Des banderoles scandent des slogans revendicatifs. Les cartons sont cassés. Des rouleaux de papier tombent en gisant de la cime des arbres. De la peinture est répandue sur les murs. Il y a même eu des explosions dans un des bâtiments, qui incendient les machines. Les négociations au sein du CE devaient reprendre hier, dès

Malaucène. Les quatre dirigeants recrus dans un bureau restent muets.



9 heures. Mais les dirigeants n'ont pas souhaité recevoir les représentants des salariés avant midi. Pour une réunion brève, à l'issue de laquelle un rendez-vous avec le directeur européen de Schweitzer-Mauduit et un représentant de la direction du travail a été envisagé. Une proposition intéressante, donc, mais qui comporte une condition : que cette réunion soit délocalisée en sous-préfecture, à Carpentras.

« Ils vont partir sans rien signer et on va se faire baiser »

Anticipée devant près d'une centaine d'employés de la papeterie, la nouvelle malicieuse l'espérance : « Non ! Non ! On négocie et ! Sinon ils vont partir sans rien signer et on va se faire baiser ! » A l'écart, Jean-Marc Moudin à les traits tirés : « La direction a pompé les finances de la boîte au lieu d'investir, assène le délégué syndical. Maintenant, ils ferment le site pour faire monter leur action en Bourse, récupérer les liquidités perdues avec la cme et se réinstaller dans un pays de l'ex ! ». Des représentants se seraient aussi

liés, mais « rien de sérieux », d'autant que la direction ne semble pas emballée par l'arrivée d'un concurrent à sa place : « Il est annoncé publiquement la fermeture du site. Aucune société ne se comporte ainsi quand elle est décidée à sauver un territoire ». Des propositions ont été avancées par le CE pour faire avancer les négociations. Du point de vue social, il demande un accord exceptionnel de recherche d'emploi de dix mois, des formations, ou encore une hausse des indemnités. Une cinquantaine de salariés a plus de 50 ans. L'ancienneté moyenne des employés de la papeterie approche les vingt ans. Sur l'aspect industriel et économique, le CE souhaite disposer d'un scénario de reprise nécessitant les investissements nécessaires à la poursuite de l'activité ainsi que les coûts salariaux et logistiques.

En sous-préfecture de Carpentras, les syndicats ont discuté des conditions de la reprise des négociations avec la direction du travail et le responsable européen du groupe Schweitzer-Mauduit. Ils ont demandé que leurs porteurs s'engagent par écrit à quitter la papeterie, puis à y revenir pour ouvrir les discussions. A l'heure où nous boschons, ces derniers refusaient de quitter les lieux.

CAPODINO GARCIA



Un référendum qui pourrait changer la donne

La Provence
13/06/09

Par Chantal Malaure

carpentras@laprovence-press.fr

A Malaucène, chaque journée offre son nouvel épisode au feuilleton des Papeteries. Du côté des salariés, on ne fléchit pas. Hier, pendant que les négociations sur le plan social se poursuivaient au premier étage de l'hôtel de ville, ils étaient encore en grand nombre à l'extérieur à attendre les interruptions de séance et les déclarations de leurs représentants du CE. Une délégation s'était juste éclipsée une heure à Aubignan pour rencontrer les maires des quatre communautés de communes réunies à la salle polyvalente, des maires qui ont largement applaudi les salariés.

Retour à Malaucène, où la première "sortie" ne laissait rien présager de bon. Le point litigieux, la proposition de la direction sur les indemnités de départ: 12 000 € + 8 000 € en cas de fermeture et 500 € par année d'ancienneté (jusqu'à 30 ans). "Patrons voyous, ils jouent avec nos nerfs", entend-on dans les rangs. "C'est du chantage. L'histoire des 8 000 €, ça veut dire quoi? Qu'ils veulent fermer et qu'il n'y aura pas de repreneur", commente Gilles Lemasson, délégué CGT. "Hier, ils parlaient de 600 € par année d'ancienneté, c'est maintenant 500 €", lance un salarié. "Et moi, j'ai 30 ans d'ancienneté, je n'aurai droit à rien", ajoute son voisin.

Grogne et stupéfaction, des sentiments mélangés qui marquent les visages: "Ils nous traitent comme des moutons que rien. Ils ne veulent pas lâcher plus car il y a également un plan social sur le site de Saint-Girons et à Quimperlé."

▶ 11H30: INTERVENTION DE L'HUISSIER

C'est l'instant crucial de cette fin de matinée. M. Hiely remet à MM. Fievez et Mothay, PDG Europe et DRH du groupe Schweit-



Une délégation de papetiers a rencontré, hier matin à Aubignan, les maires des quatre communautés de communes qui les ont chaudement applaudis.

PHOTO VALÉRIE SUAU

zer-Mauduit, le référendum, document de douze pages établi d'après les études d'experts comptables et signifiant en plusieurs points que la cause économique n'est pas justifiée pour la fermeture du si-

te (aucun investissement depuis dix ans, les bénéfices engrangés par le groupe, le PSE non qualifié à hauteur du préjudice...)

"Ils se sont montrés offensés", déclarait Jean-Marc

Moulin, représentant du personnel qui intervient dans les négociations. "Et ils veulent qu'on retire ce référendum (déposé également deux jours plus tôt au TGI de Carpentras avec demande d'étude sous 48 heures minima, ndlr) et ont même eu l'audace de nous proposer de le déposer dans quinze jours (le 30 juin est la date butoir du PSE, ndlr). Mais c'est notre seul moyen pour faire valoir nos droits. Ils vont être obligés de revoir leur copie."

À SUIVRE

■ MENACE SUR L'ÉTAPE DU TOUR DE FRANCE

"Nous avions passé un deal, il n'a pas été respecté." Joël Chabonnel, représentant du personnel, est furieux. Jeudi, il avait négocié avec le directeur du Critérium du DL et quelques jours plus tôt avec madame le sous-préfet, l'assurance d'une diffusion aux journaux télévisés du soir. En contrepartie, les coureurs pouvaient traverser tranquillement Malaucène. Les caméras de nombreuses chaînes se bousculaient l'après-midi. Résultat: vers 20 heures, seule "France 3" évoqua le conflit.

"Nous, on a pris nos engagements, on a tenu notre parole. Maintenant, on ne fait plus confiance. Je vais contacter madame le sous-préfet. Et la prévenir. Attention, la prochaine fois, c'est le blocage du Tour de France, au Ventoux, le 25 juillet."

■ À VAISON, UNE MOTION DE SOUTIEN DES ÉLUS

Le maire de Vaison, Pierre Meffre, dans un projet de motion, invite le conseil municipal à se prononcer:

"- Pour refuser la fermeture de Malaucène Industries en septembre;

- pour étudier toutes les solutions de reprise et recourir à des experts indépendants chargés de mener ces études afin qu'une activité industrielle puisse perdurer à Malaucène;

- pour être solidaire des 211 salariés menacés de licenciement et rejoindre leur comité de soutien."

▶ 15 H: DÉPART DES PATRONS SOUS LES HUËES

"Ils ont osé dire qu'on manquait de loyauté, tempête un salarié. Ils peuvent tout nous dire, sauf cela." Pas question de se démobiliser. "Et s'ils croyaient avoir à faire à des ploucs, ils se trompent!", ajoute un autre.

À 15 heures, MM. Fievez et Mothay quittent la mairie de Malaucène sous les huées. "Regardez dans les yeux ceux que vous licenciez!",

Les reverra-t-on à Malaucène? Rien de moins sûr pour Jean-Marc Moulin: "La prochaine fois, ce sera peut-être dans un ministère." ■